

Accord national interprofessionnel

IDCC : 1500. – **RETRAITE DES SALARIÉS
NON CADRES**

(15 mars 1988)

(Bulletin officiel n° 1988-11 bis)

(Etendu par arrêté du 21 juin 1988,
Journal officiel du 30 juin 1988)

AVENANT DU 18 MARS 2008

RELATIF À LA MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION 13 B

NOR : ASET0850614M

La délibération 13 B, intitulée « Créateurs d'entreprise recevant une aide dans le cadre de l'article L. 351-24 du code du travail », est désormais libellée comme suit :

« Les créateurs d'entreprise qui reçoivent une aide à la création ou reprise d'entreprise (ACCRE) dans le cadre de l'article L. 351-24 du code du travail et qui occupent dans la nouvelle entreprise un poste au titre duquel ils relèvent du présent accord ont le choix, pendant les 12 premiers mois du bénéfice de l'ACCRE, entre :

a) Le versement des cotisations assises sur le salaire issu de la nouvelle activité ;

b) Ou, à défaut, le paiement du montant correspondant à l'acquisition de points de retraite calculés suivant les règles prévues à l'article 22 (§ 2 et § 3 *b*) de l'annexe A à l'accord.

Pour le calcul de cette somme, il est tenu compte du salaire de référence de l'année à laquelle se rapportent les points à inscrire au titre de la présente délibération.

Le choix de la solution *b* implique le versement de la totalité des sommes ainsi dues.

Dans le cadre de la présente délibération, aucun droit n'est inscrit sans versement de cotisations.

Le choix à opérer entre les deux formules ci-dessus visées doit être effectué au plus tard dans l'année civile qui suit celle à laquelle il se rapporte ; si la période de 12 mois sur laquelle porte le choix chevauche 2 années civiles *n* et *n + 1*, celui-ci doit être effectué au plus tard au cours de l'année *n + 2*. »

Fait à Paris, le 18 mars 2008.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

MEDEF ;

CGPME ;

UPA.

Syndicats de salariés :

CFDT ;

CFE-CGC ;

CFTC ;

CGT-FO ;

CGT.